LE REGARD

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS GENERALES

Contact : +234 821366666/822950000 Site: www.leregard.info Prix Kinshasa: 2500Fc

N° RCCM : CD/KNG/RCCM/20-B-01232 ID.NAT : 01-83-N61739N N°D'IMPôT : A2034863S

ECIDÉ VS UDPS

Kabuya esquive le débat d'idées avec Kitoko, le Parlement des Étudiants insiste

P2





Tshisekedi prêt à retirer la RDC de l'OIF si Mushikiwabo rempile

P3





Isidore Kwandja appelle à une diplomatie congolaise plus offensive

P4

ECIDÉ VS UDPS

Kabuya esquive le débat d'idées avec Kitoko, le Parlement des Étudiants insiste





Après les échanges musclés entre les deux responsables politiques, le Parlement des étudiants s'invite dans la partie et propose le Centre culturel Boboto comme théâtre d'un face-à-face républicain. Reste à savoir si les protagonistes préféreront les arguments aux répliques.

La politique congolaise ne manque décidément pas de spectacles. Après les passes d'armes verbales entre Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS/Tshisekedi, et Devos Kitoko, secrétaire général de l'ECiDé, le Parlement des étudiants a décidé de sortir du rôle de simple spectateur.

Son président, André Kakubu, invite officiellement les deux personnalités à un débat contradictoire au Centre culturel Boboto, à une date qui sera fixée selon leur convenance. Une initiative qui ressemble à une tentative de sauver le débat politique des griffes des réseaux sociaux.

Tout est parti du défi lancé par Devos Kitoko, qui avait publiquement sollicité un face-à-face avec son homologue de l'UDPS. Le responsable de l'ECiDé avait même proposé aux journalistes Thierry Kambudi, Miriam Boketshu, Sango Israël Mutombo et Jean-Marie Kasamba d'assurer l'organisation de cette confrontation. « Si tu es garçon, viens au débat contradictoire », avait-il lancé à l'endroit d'Augustin Kabuya.

Mais au lieu d'une réponse enthousiaste, il a reçu une réplique particulièrement offensive. Le secrétaire général de l'UDPS a notamment contesté la place accordée au titre de professeur par son contradicteur, avant de remettre en question son poids politique et sa capacité de mobilisation.

«En dehors des bruits que vous êtes en train de faire, vous n'avez pas mon poids politique», lui a-t-il lancé, l'invitant à démontrer une mobilisation comparable à celle qu'il revendique avoir organisée le 22 septembre 2026 à travers le pays.

Face à cette succession de piques, le Parlement des étudiants semble avoir trouvé une autre manière de faire avancer les choses : puisque les deux secrétaires généraux ont beaucoup à se dire, autant leur offrir une tribune pour le faire.

Dans son communiqué publié sur sa page Facebook officielle, André Kakubu annonce qu'il prendra contact avec les équipes des deux personnalités en début de semaine afin de discuter des dispositions logistiques et des modalités de modération. Le Centre culturel Boboto est ainsi proposé comme cadre de cette confrontation, dans un environnement censé garantir la sérénité des échanges.

L'initiative a quelque chose de savoureux. Deux responsables politiques qui prétendent défendre chacun leur vérité se retrouvent désormais invités par des étudiants à venir l'expliquer publiquement. Il ne manque plus que les invitations officielles, les modérateurs et, surtout, les deux principaux intéressés.

Car, dans cette affaire, le plus difficile ne sera probablement pas de trouver une salle, mais de convaincre les protagonistes que le débat ne se gagne ni par le titre académique, ni par le nombre de militants mobilisés, encore moins par la longueur des messages publiés sur les réseaux sociaux.

Au-delà de la dimension satirique de cette séquence, l'enjeu reste politique. Les Congolais auraient certainement plus à gagner d'un échange public sur les divergences de fond, les responsabilités politiques et les enjeux nationaux que d'une compétition de petites phrases.

Le Parlement des étudiants a lancé la balle. À Kabuya et Kitoko de décider s'ils veulent réellement jouer le jeu de la contradiction. Les étudiants ne leur demandent pas de venir donner cours, mais simplement de débattre.

René Kanzuku

Tshisekedi prêt à retirer la RDC de l'OIF si Mushikiwabo rempile

À quelques jours de l'élection du prochain secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, Félix Tshisekedi aurait averti Paris que la République démocratique du Congo pourrait quitter l'organisation si la Rwandaise Louise Mushikiwabo obtenait un troisième mandat. Une menace qui intervient alors que Kinshasa soutient la candidature de Juliana Amato Lumumba.

La succession à la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie -OIF- prend des allures de bras de fer diplomatique entre Kinshasa et Kigali. La République démocratique du Congo envisagerait de se retirer de cette organisation si Louise Mushikiwabo, secrétaire générale sortante de nationalité rwandaise, était reconduite pour un troisième mandat. Selon des informations rapportées par Jeune Afrique et reprises par plusieurs médias congolais, le président Félix Tshisekedi aurait fait part de cette position aux autorités françaises, notamment lors de la visite à Kinshasa du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, le 2 octobre dernier.

L'AFP a également rapporté, le 5 novembre, que Kinshasa avait menacé de quitter l'OIF en cas de réélection de la candidate rwandaise, citant des sources concordantes.

Cette position traduit la sensibilité politique et diplomatique que revêt désormais cette élection pour les autorités congolaises. Kinshasa soutient la candidature de Juliana Amato Lumumba, ancienne ministre de la Culture et fille du premier Premier ministre congolais Patrice Emery Lumumba.

Sa candidature se retrouve ainsi en concurrence avec celle de Louise Mushikiwabo, qui dirige l'organisation depuis 2018 et brigue un troisième mandat. Deux autres personnalités sont également en lice : la Mauritanienne Coumba Bâ et le Roumain Dacian Cioloș, ancien Premier ministre de son pays.

D'après les informations rapportées par la presse, cette perspective de retrait préoccupe particulièrement Paris, qui chercherait à éviter une rupture entre la RDC et l'organisation francophone. Le président français Emmanuel Macron aurait notamment proposé de reporter l'élection d'un ou deux ans, avec le maintien de Louise Mushikiwabo pendant cette période, une option qui aurait été rejetée par Félix Tshisekedi. Les démarches diplomatiques françaises viseraient ainsi à prévenir une crise institutionnelle et politique au sein de l'espace francophone, dans un contexte où les relations entre Kinshasa et Kigali restent profondément marquées par la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC.

L'enjeu dépasse cependant la rivalité entre les deux pays voisins. Avec ses quelque 57,3 millions de locuteurs du français recensés par l'OIF, la RDC constitue un acteur démographique majeur de cet espace linguistique. Son éventuel départ représenterait une perte importante pour l'organisation, dont l'Afrique constitue l'un des principaux centres de gravité. La candidature de Juliana Lumumba traduit, de son côté, la volonté congolaise de renforcer son influence dans les instances francophones et de faire valoir le poids du pays dans la gouvernance de l'organisation.

Le prochain secrétaire général de l'OIF sera désigné les 15 et 16 novembre 2026, à Phnom Penh, au Cambodge, dans le cadre du XXe Sommet de la Francophonie. Pour cette succession, les États membres pourraient recourir à un vote formel en l'absence de consensus, conformément aux règles adoptées en 2022.

À quelques jours de cette échéance, la question n'est donc plus seulement de savoir qui dirigera l'organisation pour la période 2027-2030, mais également de mesurer les conséquences diplomatiques d'un scrutin qui met à l'épreuve les relations entre plusieurs États membres. Pour Kinshasa, la reconduction de Louise Mushikiwabo pourrait ainsi ouvrir une nouvelle séquence dans ses rapports avec la Francophonie.

LE REGARD





RDC-OIF: Isidore Kwandja appelle à une diplomatie congolaise plus offensive



Dans une tribune consacrée à la place de la République démocratique du Congo au sein de l'espace francophone, Isidore Kwandja Ngembo plaide pour une diplomatie congolaise davantage tournée vers l'influence et la conquête des responsabilités institutionnelles. Il estime que le poids démographique, culturel et économique du pays doit lui permettre de peser davantage dans les décisions de l'Organisation internationale de la Francophonie -OIF-.

La République démocratique du Congo doit changer de posture au sein de la Francophonie. C'est le message défendu par Isidore Kwandja Ngembo dans une tribune intitulée «La RDC et la Francophonie: du poids démographique à la puissance diplomatique».

Pour cet expert congolais de la Francophonie, l'appartenance du pays à l'Organisation internationale de la Francophonie ne devrait pas se limiter à une communauté linguistique, mais constituer un véritable levier de puissance diplomatique, d'influence politique et de coopération économique.

Il estime que les atouts démographiques, territoriaux, économiques et culturels de la RDC doivent désormais se traduire par une présence institutionnelle à la hauteur de son importance.

Dans son analyse, l'auteur considère que la Francophonie représente une tribune multilatérale supplémentaire pour défendre les intérêts nationaux congolais, particulièrement dans le contexte de la crise sécuritaire persistante dans l'Est du pays.

Il invite Kinshasa à utiliser davantage cet espace pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale, sensibiliser les partenaires internationaux à la situation humanitaire et sécuritaire et mobiliser des soutiens diplomatiques en faveur d'une paix durable.

Pour lui, la RDC ne doit pas seulement être considérée comme un bénéficiaire de la coopération francophone, mais également comme un acteur qui apporte une valeur stratégique à l'organisation.

Cette ambition passe notamment par une participation plus active aux mécanismes de décision de l'OIF. Isidore Kwandja Ngembo estime que la RDC ne peut plus se satisfaire d'une présence essentiellement protocolaire aux sommets de la Francophonie. Il appelle à une représentation équitable dans les différentes instances et à une conquête de responsabilités institutionnelles correspondant au poids démographique et géostratégique du pays.

À ses yeux, cette revendication ne relève pas d'une demande de privilèges, mais d'une reconnaissance de la contribution congolaise à la vitalité de l'espace francophone, notamment à travers sa population francophone et sa jeunesse.

Au-delà de la représentation politique, l'auteur insiste sur la nécessité de transformer cette influence en retombées concrètes pour la population. Il évoque notamment les possibilités de partenariats économiques, d'investissements, de coopération universitaire, scientifique et technologique, ainsi que le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et aux industries culturelles et créatives.

La participation de la RDC à la Francophonie devrait ainsi être évaluée non seulement à travers les rencontres diplomatiques et les déclarations officielles, mais aussi au regard des résultats économiques, politiques et institutionnels obtenus.

Cette réflexion intervient à quelques jours de l'élection du prochain secrétaire général de l'OIF, prévue le 16 novembre 2026 à Phnom Penh, au Cambodge. Cette échéance constitue un rendez-vous institutionnel important pour les États membres et remet au premier plan la question de l'influence de la RDC dans les instances francophones.

Sans réduire l'enjeu à cette seule élection, la tribune pose la question de la capacité de Kinshasa à convertir son importance démographique et culturelle en responsabilités et en pouvoir d'initiative au sein de l'organisation.

Ancien directeur national du Comité des IXes Jeux de la Francophonie organisés à Kinshasa en 2023, Isidore Kwandja Ngembo est un expert de la Francophonie qui a également travaillé dans l'administration publique canadienne et exercé des fonctions de conseil en matière de relations internationales.

Son parcours comprend notamment une expérience auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie dans le suivi du processus électoral congolais de 2018.

En somme, l'auteur appelle à une rupture avec une diplomatie de simple participation au profit d'une diplomatie d'influence, d'initiative et de résultats. Son message est sans équivoque: la RDC doit cesser de se contenter de sa place dans l'espace francophone pour chercher à peser davantage sur ses orientations et ses décisions.

Une ambition qui suppose, au-delà des discours, une stratégie diplomatique cohérente et une volonté politique de défendre durablement les intérêts congolais dans les instances multilatérales.

RK

RDC-UPA: Sama Lukonde à Lomé pour porter la voix du Parlement congolais à la conférence africaine

Le président du Sénat de la République démocratique du Congo, Jean-Michel Sama Lukonde, est arrivé dimanche 8 novembre 2026 à Lomé, au Togo, pour prendre part à la 86e session du Comité exécutif et à la 48e Conférence des Présidents de l'Union parlementaire africaine -UPA-, prévues du 9 au 14 novembre.

La diplomatie parlementaire congolaise se déploie au Togo. Le président du Sénat, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a foulé le sol de Lomé dimanche 8 novembre, à la tête d'une délégation composée de sénateurs et de députés nationaux. Il participe aux travaux de la 86e session du Comité exécutif et de la 48e Conférence des Présidents de l'Union parlementaire africaine, une rencontre qui réunira plusieurs responsables des institutions législatives du continent.

Pendant six jours, la capitale togolaise accueillera près de 200 participants, parmi lesquels des présidents de parlements africains, des délégués, des diplomates et des observateurs internationaux. Les travaux se dérouleront à l'Hôtel 2 Février, qui servira de cadre à ces assises consacrées aux enjeux politiques, sécuritaires, économiques et institutionnels du continent.

Trois grandes thématiques figurent au programme de cette rencontre. La première porte sur les réponses parlementaires aux défis liés à la jeunesse, notamment le chômage, l'immigration clandestine et le terrorisme. La deuxième concerne les mutations géopolitiques mondiales, la souveraineté des États africains sur leurs ressources naturelles ainsi que les enjeux de justice climatique. Ces questions placent les institutions parlementaires face à leur rôle dans la défense des intérêts stratégiques et la recherche de réponses aux défis communs du continent.

Le troisième volet sera consacré à la vie institutionnelle de l'Union parlementaire africaine. Les participants examineront notamment le programme de travail pour 2026, les mécanismes de financement de l'organisation ainsi que les réformes envisagées de ses textes fondamentaux. La rencontre constitue ainsi un cadre de concertation sur le fonctionnement et les perspectives de cette organisation parlementaire panafricaine.

À travers la participation de Jean-Michel Sama Lukonde et de sa délégation, la RDC entend prendre part aux échanges sur les grandes préoccupations africaines et faire valoir sa position dans les discussions parlementaires continentales. Au-delà de la représentation protocolaire, ces assises offrent à la diplomatie parlementaire congolaise une occasion de contribuer aux réflexions sur la sécurité, la souveraineté économique, la gouvernance et l'avenir des institutions africaines.

Schilo T.





Brazzaville: Tshisekedi présente ses pistes contre la déforestation

En marge de la 40e édition de la Journée nationale de l'arbre, le président de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a pris part, vendredi 6 novembre 2026, à Brazzaville, au lancement de la Décennie des Nations Unies pour le boisement et le reboisement. Cette initiative a réuni plusieurs dirigeants africains, notamment les présidents de la République du Congo, du Burundi et de la République centrafricaine, autour des enjeux de préservation des forêts et de lutte contre la dégradation de l'environnement.

Intervenant lors d'une conférence de presse organisée à Kintélé, le chef de l'État congolais a particulièrement attiré l'attention sur les causes de la déforestation en RDC. Il a notamment pointé du doigt la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis, qui contribue à la destruction du couvert forestier. Face à cette situation, Félix Tshisekedi a plaidé pour une transformation des pratiques agricoles, en privilégiant la sédentarisation de l'agriculture et le développement de l'agroforesterie durable.

Le président congolais a également insisté sur la nécessité de proposer des alternatives à l'utilisation du bois comme principale source d'énergie pour les ménages. À cet effet, il a évoqué l'amélioration de l'accès à l'électricité, parallèlement à des programmes de reboisement, comme des pistes susceptibles de réduire la pression exercée sur les ressources forestières du pays.

Organisée à Maloukou, à environ 45 kilomètres du centre-ville de Brazzaville, la cérémonie de lancement a été marquée par une plantation symbolique d'arbres, traduisant la volonté affichée des dirigeants participants de faire de la restauration du couvert végétal une priorité environnementale. Prenant la parole à cette occasion, le président congolais Denis Sassou Nguesso a salué la portée de cette initiative, estimant que « Brazzaville est le point de départ d'une mondialisation en faveur de la protection des forêts dont les générations futures seront les bénéficiaires ».

À travers cette mobilisation, les pays participants entendent inscrire le boisement et le reboisement dans une dynamique de coopération internationale face aux défis climatiques et à la disparition des espaces forestiers. Pour la RDC, qui dispose d'un patrimoine forestier d'importance mondiale, les orientations évoquées par Félix Tshisekedi posent également la question de la conciliation entre les besoins des populations, le développement agricole, l'accès à l'énergie et la préservation des écosystèmes.

Hervie Kiala







Tennis: de Goma à l'Académie Mouratoglou, Bienvenue Bolangi réalise une percée historique pour la RDC

Le parcours de Bienvenue Bolangi illustre une trajectoire marquée par la résilience et la détermination. Menacé par les violences qui ont accompagné la prise de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, le jeune tennisman congolais a finalement réussi à poursuivre sa carrière en Europe, où il a intégré la prestigieuse Académie Mouratoglou. Une évolution qui l'a conduit à franchir une étape historique en devenant, selon les informations communiquées par le ministère des Sports, le premier joueur congolais à intégrer le classement mondial ATP.

Cette progression a notamment été rendue possible grâce à l'intervention de ses managers, Richard Robinson et Eve Thomson. Alors qu'il se trouvait à Goma au moment de la prise de la ville par les rebelles de l'AFC/M23, soutenus par le Rwanda, Bienvenue Bolangi aurait été exposé aux risques liés à l'insécurité et aux menaces de recrutement forcé. Ses encadreurs ont œuvré à son évacuation et à sa mise en sécurité avant son acheminement vers l'Europe. C'est dans cet environnement qu'il a pu développer ses aptitudes et intégrer l'Académie Mouratoglou, reconnue dans le milieu du tennis international.

Désormais engagé dans une carrière internationale, le jeune athlète entend poursuivre son ascension sur le circuit professionnel. Dans cette perspective, il a été reçu en audience par le ministre des Sports et Loisirs, Didier Budimbu Ntubuanga, accompagné de son entraîneur. Les échanges ont notamment porté sur les possibilités d'accompagnement institutionnel et financier de l'État congolais afin de lui permettre de poursuivre sa progression et de participer aux différentes compétitions internationales.

À l'issue de cette rencontre, le ministre des Sports a salué le parcours du tennisman et ses performances, tout en exprimant sa volonté de soutenir la poursuite de sa carrière. Selon les informations communiquées par son ministère, cet accompagnement devrait se faire en coordination avec la Fédération congolaise de tennis -FCT-. L'objectif est de mettre en place un dispositif de soutien adapté aux besoins du joueur et aux exigences du circuit international.

Le parcours de Bienvenue Bolangi remet également en lumière les perspectives du tennis congolais, une discipline qui cherche encore à renforcer sa visibilité et sa compétitivité sur la scène internationale. Son intégration au classement ATP constitue une étape symbolique pour le sport national. Reste désormais à transformer cette reconnaissance en résultats durables, avec un encadrement technique, financier et institutionnel susceptible de favoriser son évolution au plus haut niveau.

PB






Spéctacle d' humour
SULTANI RIVER
Yemei
En route pour Abidjan
MOUVANCE
Stdr 20$
vip 50$
Vvip 100$
18h30 04 Dec
Sultani River
12, ave de l'avenir, Q/Basoko,
C/Ngaliema, Kinshasa,
contact : + 243 897 000 132